

Cahier des Clauses Techniques Particulières

**Maîtrise d'œuvre de conception et de suivi des
opérations de démolition et de désamiantage sur le
périmètre d'Euroméditerranée**

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ	5
1.1. NATURE DES OUVRAGES A DEMOLIR	5
1.2. PERIMETRE D'INTERVENTION	5
2. ETENDUE DES OPERATIONS DE DEMOLITION	5
2.1. CONSISTANCE DES DEMOLITIONS :	5
2.2. TYPES DE DEMOLITION	6
2.3. SECURITE DES OPERATIONS.....	6
3. DESCRIPTION DES MISSIONS DU MAITRE D'ŒUVRE	6
3.1. DIAGNOSTIC INITIAL	7
3.1.1. Documents nécessaires à l'établissement de l'état de lieux	7
3.1.2. Relevé des désordres apparents	7
3.1.3. Analyse du fonctionnement urbanistique	7
3.1.4. Analyse des avoisinants	7
3.1.5. Analyse technique	7
3.1.6. Récapitulatif des livrables associés à la mission	8
3.2. DIAGNOSTIC STRUCTURE BATIMENT	8
3.2.1. Objet du diagnostic structure	8
3.2.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission	9
3.3. DIAGNOSTIC « PEMD » / Ressource.....	9
3.3.1. Objet du diagnostic PEMD	9
3.3.2. Méthodologie et livrables	10
3.3.3. Récapitulatif des livrables associés à la mission	11
3.3.4. Objet du diagnostic ressource associé	11
3.3.5. Récapitulatif des livrables associés à la mission	12
3.4. ETUDES DE FAISABILITE	12
3.4.1. Généralités	12
3.4.2. Conditions de réalisation de l'étude de faisabilité	12
3.4.3. Récapitulatif des livrables associés à la mission	13
3.5. AVANT PROJET (AVP).....	13
3.5.1. Descriptif.....	13
3.5.2. Dossier d'autorisation administrative	14
3.5.1. Récapitulatif des livrables associés à la mission	14
3.6. PROJET (PRO)	14
3.6.1. Descriptif	14
3.6.1. Récapitulatif des livrables associés à la mission	14
3.7. ASSISTANCE A LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT)	15
3.7.1. Accord-cadre à marchés subséquents de travaux ou marchés de travaux spécifiques	15
3.7.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission	15
3.8. VISA DES ETUDES D'EXECUTION (VISA)	16
3.8.1. Descriptif	16
3.8.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission	16
3.9. DIRECTION D'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET)	16
3.9.1. Descriptif	16
3.9.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission	17

3.10.	ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (AOR)	17
3.10.1.	Description	17
3.10.2.	Récapitulatif des livrables associés à la mission	17
3.11.	MISSION ORDONNANCEMENT-PILOTAGE-COORDINATION (OPC)	17
3.11.1.	OPC phase Etudes (AVP, PRO, ACT)	17
3.11.2.	OPC phase Travaux (VISA, DET, AOR)	18
3.11.3.	Récapitulatif des livrables associés à la mission	19
3.12.	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES REMUNEREES AU TEMPS PASSE	19
	ANNEXE 1 : LE PERIMETRE D'INTERVENTION DE L'EPA EUROMEDITERRANEE	20
	ANNEXE 2 : LA LISTE DES DOCUMENTS NECESSAIRES A L'ETAT DES LIEUX	22
	ANNEXE 3 : DOCUMENTS EN LIEN AVEC LE REEMPLOI DES MATERIAUX (DOCUMENTS SEPARES)	23

PREAMBULE : PRESENTATION DE L'OPERATION EUROMEDITERRANEE L'OPERATION D'INTERET NATIONAL

Née d'une initiative de l'Etat et des collectivités territoriales en 1995, Euroméditerranée est une opération d'intérêt national qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes. Créateur de développement économique, social et culturel, Euroméditerranée est un accélérateur de l'attractivité et du rayonnement de la métropole marseillaise. Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de Rénovation Urbaine d'Europe.

L'activité d'Euroméditerranée s'organise autour de cinq axes majeurs :

- Une fonction stratégique : analyser et préciser les atouts de l'agglomération, rechercher des secteurs d'activité porteurs à attirer sur la zone, définir les voies de développement prioritaire, définir le plan d'action nécessaire à mettre en place.
- Coordonner et piloter les actions des différents partenaires
- Mobiliser les fonds nécessaires à la réalisation des opérations
- Conduire les opérations en collaboration avec les différents partenaires
- Promouvoir le projet et assurer sa commercialisation auprès des réseaux économiques et des institutions.

Les Projets :

Les projets d'aménagement d'espaces publics, de réhabilitation et de construction de programmes immobiliers prévus sur le périmètre Euroméditerranée se répartissent entre cinq grands secteurs de développement :

- ZAC Saint Charles/Porte d'Aix, d'une superficie de 15 ha à vocation mixte d'activités tertiaires et de logements,
- ZAC Joliette, quartier international d'affaires et secteur d'habitat,
- ZAC Cité de la Méditerranée, entre l'entrée du Vieux Port et Arenc,
- La ZAC Littorale, entre le boulevard Lesseps et l'avenue du Cap Pinède,
- Les secteurs de Renouvellement urbain et d'Habitat, classés en ZUS et couverts par le contrat de ville de Marseille,
- Le secteur du Parc Bougainville, préfiguration du parc des Aygalades.
- Le secteur du Canet

Les emprises sur lesquelles des opérations de démolition sont prévues dans la durée du présent accord cadre concernent les opérations d'aménagement sur l'ensemble du périmètre d'Euroméditerranée.

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord cadre a pour objet la réalisation de mission de maîtrise d'œuvre des démolitions prévues par l'EPAEM sur le périmètre de l'OIN. Par démolition est entendu : déconstruction d'une structure, éventuellement précédé de désamiantage.

Pour effectuer ces chantiers de désamiantage et démolition, l'EPAEM fera réaliser les diagnostics réglementaires (amiante, termites, plomb) qui seront des données d'entrée pour le Titulaire du marché.

D'autre part, un prestataire mandaté par l'EPAEM aura à charge toutes les missions relevant des problématiques liées à la dépollution des sites : diagnostics pollution, préconisation pour dépolluer, mise en place et suivi des travaux dépollution.

1.1. NATURE DES OUVRAGES A DEMOLIR

La prestation concerne tout type d'ouvrage ou bâtiment y compris ICPE.

1.2. PERIMETRE D'INTERVENTION

Sur près de 480 hectares depuis l'extension du périmètre décidée en décembre 2007, l'opération Euroméditerranée épouse les secteurs arrière portuaires de la ville de Marseille. Le projet est situé en plein centre-ville sur un territoire extrêmement riche, regroupant à la fois une partie du Port Autonome, d'anciennes zones industrielles et des quartiers d'habitation. L'opération est la première d'intérêt national à inclure dans son périmètre de nombreux quartiers habités. Elle se différencie en cela des principaux projets urbains menés ces dernières années dans le sud de la France, qui concernaient davantage des sites vierges ou en voie de reconversion.

Des plans sont disponibles en **Annexe 1**.

2. ETENDUE DES OPERATIONS DE DEMOLITION

2.1. CONSISTANCE DES DEMOLITIONS

Les prestations objets de la mission intègrent la mise en place et le suivi des travaux suivants :

- Bouchonnage et déconnexion des réseaux encore en place ;
- Désamiantage préalable (flocage, conduits fibrociment, panneaux amiante ciment, etc.) ;
- Déplombage éventuel
- Sélection des matériaux contaminés en vue de leur évacuation dans des conditions conformes à la réglementation ;
- Déconstruction préalable des déchets de type DIB ;
- Démolition des structures par moyens mécaniques ;
- Évacuation de l'ensemble des déchets inertes et DIB pour stockage en CSDU / ISDN adaptés ou pour valorisation ;
- Dépose soignée de matériaux en cas de réemploi
- Le confortement des bâtiments mitoyens si nécessaire
- Reprise des étanchéités en toiture et des gouttières et descentes d'eau pluviale si nécessaire,
- Reprise des étanchéités en toiture lors de la dépose de cheminées des bâtiments mitoyens si nécessaire,
- Traitement des façades des bâtiments mitoyens conservés ;
- Remise en sécurité du site, aménagement provisoire et confortement si considéré nécessaire.

Le Maître d'ouvrage fournira :

- Les autorisations et moyens d'accès aux bâtiments ;
- Les plans types des bâtiments : plans de masse et plans parcellaires ;
- Les diagnostics amiante, termites et plomb avant démolition,
- Le diagnostic structure du bâtiment à démolir s'il existe.

L'attention de ces opérations est particulièrement portée sur la proximité des mitoyens et avoisinants, qui doivent être, en conséquence, préservés voire protégés avec un confortement préservant l'étanchéité à l'eau et à l'air, même en cas de démolition partielle.

En cas de démolition partielle d'un bâtiment, le titulaire aura la charge de la création de l'ouvrage de mise hors d'eau/d'air de la partie maintenue. Il aura également la charge du rétablissement/maintien des réseaux secs et humides desservant la partie maintenue.

Une attention particulière sera apportée à la réalisation des étanchéités des murs mitoyens devenus murs pignons lors de démolition. Ceux-ci devront respecter la réglementation en vigueur et notamment les DTU.

Dans ce contexte, le Maître d'ouvrage pourra être assisté d'un contrôleur technique.

2.2. TYPES DE DEMOLITION

Le Titulaire envisagera les méthodes pouvant être utilisées pour la démolition compte tenu de la nature des bâtiments à démolir, des avoisinants et du contexte environnemental.

2.3. SECURITE DES OPERATIONS

Le maintien de la circulation publique, pendant la démolition, constituera une mesure à respecter. Toutes les consignes de sécurité de la protection des riverains, des piétons et des véhicules, adaptées aux sites, devront être définies dans le cadre de la présente mission, en concertation avec les partenaires concernés (services compétents Ville de Marseille, Métropole, etc..).

Il conviendra de veiller tout particulièrement à la sécurité des personnes présentes dans les immeubles mitoyens et voisins non touchés par la démolition.

Le Titulaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité et le bon déroulement de ses propres interventions en prenant en compte le fait que les immeubles considérés peuvent être vétustes et de ce fait potentiellement dangereux, que les ouvertures aient été bouchés par mesure de sécurité et qu'il n'y ait pas d'éclairage direct.

Avant tout engagement de l'opération de démolition, le Maître d'œuvre s'assurera que les immeubles concernés soient vides de tout occupant.

Dans le cas où il constaterait la présence d'occupants ou de traces d'occupation, le Maître d'œuvre en informerait sans délai le Maître d'ouvrage en vue de déterminer d'un commun accord les mesures à prendre préalablement à la poursuite des opérations.

3. DESCRIPTION DES MISSIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

L'accord-cadre porte sur des missions de maîtrise d'œuvre et des missions complémentaires optionnelles définies comme suit :

Missions et éléments de mission de maîtrise d'œuvre :

- Etudes d'avant-projet (AVP) ;
- Etudes de projet (PRO), ainsi que compléments éventuels auxdites études en cas d'acceptation par le maître de l'ouvrage de variantes proposées par l'entrepreneur ;
- Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation de marché subséquent ou marché spécifique (ACT) ;
- L'examen de la conformité des études d'exécution au projet (VISA) ;
- Etudes d'exécution pour l'ensemble des travaux (DET) ;
- Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (AOR).

Missions complémentaires :

- Diagnostic Initial (DIAG) ;
- Mission ordonnancement pilotage et coordination (OPC) ;
- Etudes de faisabilité ;
- Diagnostic « PEMD » /Ressource (initial et recollement)
- Etablissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de démolir et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance apportée au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction ;
- Diagnostic Structure Bâtiment ;

Dans le cadre de l'exécution de sa mission de MOE, le titulaire du marché portera assistance au maître d'ouvrage lors de mission d'expertises en cas de litiges avec les tiers .

Les marchés subséquents découlant du présent accord-cadre pourront avoir pour objet tout ou partie des missions et éléments de missions susvisés de maîtrise d'œuvre et/ou des missions et éléments de mission susvisés d'assistance à apporter au maître de l'ouvrage.

Les études de faisabilité et de diagnostic initial feront, par principe, l'objet de bons de commande distincts de marchés subséquents. Toutefois, ces missions complémentaires pourront être intégrées, en fonction des urgences opérationnelles, dans les marchés subséquents.

3.1. DIAGNOSTIC INITIAL

3.1.1. Documents nécessaires à l'établissement de l'état de lieux

L'**Annexe 2** du présent CCTP définit la liste des documents nécessaires à l'établissement de l'état des lieux, leur format, et précise s'ils sont fournis par le Maître d'ouvrage ou sont encore à réaliser. Cette liste sera reprise et adaptée dans le règlement de consultation pour chaque marché subséquent.

Les relevés ou sondages à la main nécessaires sont inclus dans chaque marché.

Le Maître d'œuvre complète les documents fournis par le Maître d'ouvrage et établit ceux qui le concernent tels que déterminés par cette liste.

Si les documents nécessaires à l'état des lieux et réputés fournis par le Maître d'ouvrage ne sont pas fournis par le Maître d'ouvrage, leur établissement est confié à des prestataires extérieurs, par contrat séparé et à la charge du Maître d'ouvrage (relevés géomètre, diagnostics réglementaires, audits, sondages avec méthodologies spécifiques).

Le Maître d'œuvre a un devoir de conseil envers le Maître d'ouvrage. S'il constate que certains documents fournis par le Maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe sans délai le Maître d'ouvrage.

3.1.2. Relevé des désordres apparents

Le Maître d'œuvre constate la présence de désordres apparents affectant tout ou partie des ouvrages existants pouvant entraîner des difficultés et surcoûts dans la réalisation de l'opération envisagée. Il en établit la liste et la description sommaire en indiquant leurs conséquences éventuelles et transmet cette liste au Maître d'ouvrage.

3.1.3. Analyse du fonctionnement urbanistique

Dans la limite des besoins de l'opération, le Maître d'œuvre reconstitue l'histoire de la construction à partir des archives fournies par le Maître d'ouvrage et de celles qu'il s'est lui-même procuré (archives départementales, notaires, publications diverses, etc.).

Il cherche à dater la construction initiale et à déterminer les usages successifs susceptibles d'expliquer les modifications, altérations, extensions et destructions subies.

Il transmet au Maître d'ouvrage une note récapitulative qui expose l'analyse historique.

3.1.4. Analyse des avoisinants

En fonction des autorisations obtenues par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre procède à l'examen de tous les éléments à prendre en compte lors de la phase de conception et notamment :

- Les éléments mitoyens et leurs niveaux de fondations ;
- Les structures des planchers délimitant les propriétés voisines ;
- Les toitures existantes et les rives de toitures mitoyennes ;
- L'ensemble des canalisations intérieures et notamment celles qui desservent les locaux voisins ou qui en proviennent ... etc. ;
- Les contraintes de chantier qui peuvent résulter d'une propriété voisine ou des voies d'accès.

3.1.5. Analyse technique

L'analyse technique s'effectue à partir de visites effectuées sur le site et avec le support des relevés d'état des lieux définis précédemment.

Le Maître d'œuvre procède à l'analyse réglementaire et technique des installations au regard de la destination du ou des bâtiments. Il procède à l'examen de leur état général, constate les désordres ou anomalies localisés et examine la compatibilité avec les objectifs définis. Il définit la nature des solutions à apporter aux désordres constatés : modifications, réfection partielle ou totale, ... etc.

Cette mission concerne tout ou partie des domaines techniques définis ci-après.

3.1.5.1. Voiries et réseaux extérieurs

L'analyse technique porte sur les réseaux suivants :

- Eaux usées, eaux vannes, eaux pluviales ;
- Eau froide, eau chaude ;
- Gaz, électricité, télécom ; etc.
- Voiries, éclairage etc.

Elle implique en outre, une enquête auprès des compagnies concessionnaires pour les réseaux et des services municipaux et de la préfecture pour les voiries.

3.1.5.2. Structures

L'analyse technique porte sur les ouvrages suivants :

- Les ouvrages de fondations ;
- Les structures verticales ;
- Les structures horizontales ;
- Les ouvrages d'étanchéité en terrasse ;
- Les charpentes et couvertures ;
- Les maçonneries, ... etc.

Elle implique en outre l'examen des capacités de charge et de la solidité des ouvrages.

3.1.5.3. Analyse de l'état sanitaire des ouvrages

Le Maître d'œuvre analyse l'état sanitaire des ouvrages existants. Dans ce cadre, il recense les pollutions préalablement décelées.

Si l'analyse sanitaire fait apparaître la présence de pollutions ou de parasites, le Maître d'œuvre recommande en le justifiant au Maître d'ouvrage de confier à un professionnel qualifié l'établissement des investigations complémentaires nécessaires qui seraient à la charge du Maître d'ouvrage.

3.1.6. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.1.1	Documents pour état des lieux : note d'analyse et fourniture des pièces complémentaires (cf. Annexe 2)
3.1.2	Relevé des désordres apparents
3.1.3	Note d'analyse historique
3.1.4 et 3.1.5	Note d'analyse règlementaire et technique, y compris problématique avoisinants le cas échéant, et nature des solutions à apporter aux désordres constatés le cas échéant.

3.2. **DIAGNOSTIC STRUCTURE BATIMENT**

3.2.1. Objet du diagnostic structure

Cette mission consiste à étudier les conditions dans lesquelles un ou des bâtiments mitoyens aux bâtiments démolis pourraient être conservés sans dommage. Elle se déroulera en concomitance avec le Diagnostic initial objet du §3.1.

En fonction des autorisations obtenues par le Maître d'ouvrage, la prestation consiste en :

- Inspection visuelle des bâtiments avec relevé des désordres,
- Relevés géométriques des ossatures porteuses des bâtiments,
- Reconnaissance des ossatures porteuses des bâtiments, y compris les sens de portées des planchers et fermes de toiture et les types de matériaux utilisés pour les constructions :
 - o Lignes de détections au radar HF,
 - o En fonction des autorisations, sondages destructifs au marteau burineur léger et sondages carottés.

De plus, si cela s'avère nécessaire, le Maître d'œuvre devra étudier le dimensionnement des structures/équipements venant s'appuyer sur la structure à démolir (par exemple conduit de cheminée, ... etc.) depuis les bâtiments mitoyens conservés. Ceux-ci devront respecter la réglementation en vigueur et notamment les DTU.

Les données issues de ce diagnostic structure seront à prendre en compte dans le cadre des missions de MOE et durant toutes les phases du marché subséquent correspondant.

3.2.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.2.1	Etude structure
-------	-----------------

3.3. DIAGNOSTIC « PEMD » / Ressource

3.3.1. Objet du diagnostic PEMD

Le décret n°2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des Produits, Equipements, Matériaux et des Déchets (PEMD) issus de la démolition ou de la rénovation significative des bâtiments, modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi.

Il est obligatoire pour le Maître d'ouvrage de réaliser ce diagnostic PEMD portant sur les produits de construction, les équipements constitutifs du bâtiment, les matériaux et les déchets issus des travaux de démolition, préalablement au dépôt de demande de permis de démolir et à la passation des marchés de travaux.

Suite à ce décret, le Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 est venu recodifier la partie réglementaire du livre Ier du code de la construction et de l'habitation et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent.

Conformément à l'article R.126-14 du code de la construction et de l'habitation le Maître d'ouvrage est tenu de transmettre au Centre scientifique et technique du bâtiment le diagnostic PEMD préalablement à l'acceptation des devis ou à la passation des marchés relatifs aux travaux de démolition.

Les catégories de bâtiments concernés sont les suivantes :

- Ceux dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1000m² ;
- Ceux ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances dangereuses classées comme telles en vertu de l'article R. 4411-6 du code du travail.

L'EPAEM se réserve le droit de faire réaliser ce diagnostic pour tout type de bâtiment quel que soit sa surface.

De plus, le décret n°2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des Produits, Equipements, Matériaux et des Déchets (PEMD) issus de la démolition ou de la rénovation significative des bâtiments, précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée de réaliser ce diagnostic. C'est pourquoi, le titulaire devra fournir la preuve de ces compétences en matière de prévention et de gestion des déchets ainsi qu'en matière de techniques du bâtiment ou d'économie de la construction.

Cette mission vise à appliquer l'Arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments.

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/diagnostic-produits-equipements-materiaux-dechets-pemd>

Ce diagnostic PEMD préalable à la déconstruction consiste à connaître la nature, la quantité et la localisation dans les bâtiments objet de l'opération :

- Des matériaux, produits de construction et équipements constitutifs des bâtiments, ainsi que leur fonction ;
- Des déchets potentiellement générés par ces produits, matériaux et équipements avec l'indication de la classification du déchet conformément aux dispositions de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- Des déchets résiduels issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments ;
- Une estimation de l'état de conservation des produits, matériaux et équipements ;
- Des indications sur les possibilités de réemploi sur le site de l'opération, sur un autre site ou par l'intermédiaire de filières de réemploi, notamment les filières locales ;
- L'estimation de la nature et de la quantité des produits, matériaux et équipements qui peuvent être réemployés ;
- A défaut de réemploi, les indications sur les filières de gestion et de valorisation des déchets, notamment les filières locales, en vue, par ordre de priorités décroissantes, de leur réutilisation, leur recyclage ou une autres valorisation matière, leur valorisation énergétique ou leur élimination ;
- L'estimation de la nature et de la quantité des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative pouvant être réutilisés, recyclés, valorisés sous forme matière ou en vue d'une production d'énergie ou éliminés ;
- Des indications sur les précautions de dépose, de stockage sur chantier et de transport de ces produits, équipements, matériaux et déchets ainsi que sur les conditions techniques et économiques prévues pour permettre leur réemploi, leur réutilisation, leur recyclage ou une autre valorisation matière, leur valorisation

énergétique ou leur élimination. En cas de vices ou de désordres apparents du bâtiment, le diagnostic fournit des indications sur les précautions de démolition ou de rénovation.

Ce diagnostic complète, sans se substituer, tout diagnostic imposé par ailleurs par la réglementation (amiante, plomb, termites, ... etc.).

3.3.2. *Méthodologie et livrables*

Le diagnostic PEMD défini par l'article R. 126-11 du code de la construction et de l'habitation, est réalisé en suivant la méthodologie suivante :

1- Rapport initial - Inventaire détaillé, quantifié et localisé des matériaux, produits de construction et équipements, comprenant :

- La collecte et l'étude de tous les documents techniques et administratifs disponibles utiles à l'établissement de l'inventaire ;
- Le repérage sur site par une inspection systématique rigoureuse (métrés et mode d'assemblage) par tous moyens permettant de définir la nature des matériaux voire leur degré de contamination en cas de suspicion liée notamment aux différentes activités du bâtiment ou du site (analyses) ;

NB : Ces moyens peuvent être destructifs avec des moyens portatifs tant qu'ils ne remettent pas en cause la pérennité de l'ouvrage et que cela est permis par le Maître d'ouvrage.

- Qualification et quantification des matériaux qui peuvent être réemployés sur site (ex : béton propre concassé pour combler les fondations ou des niveaux en sous-sols) ou potentiellement sur un autre site (ex : tuile, bois de charpente, etc.) et, à défaut, celles des déchets issus de la démolition qui seront valorisés ou éliminés (en poids, en volume, en surface, en ml, en unités, suivant le type de déchets).

NB : ce travail doit tenir compte des résultats des autres diagnostics, à savoir amiante, termites, plomb.

2- Identification, à titre indicatif, des filières de gestion des déchets issus de la démolition, comprenant :

- L'étude des documents en vigueur de planification en matière de déchets, notamment les plans de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics mentionnés à l'article L.541-14-1 du code de l'environnement, et le plan national de prévention des déchets (PNPD) approuvé par l'arrêté du 18 août 2014 (<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/plans-en-vigueur-a9394.html>)
Le Titulaire appuiera son analyse sur ces documents en vigueur dans l'attente de l'adoption prévue en 2019 du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) instauré par la Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe n°2015-991 du 07/08/2015) et son décret d'application n°2016-811 du 17/06/2016 ou, à plus long terme, du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).
- La consultation des bases de données publiques recensant les collecteurs et installations de gestion de déchets telle que <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>, <http://www.sinoe.org/> ...;
- La consultation des conditions de reprise des filières de valorisation des déchets du bâtiment, accessibles en direct depuis le chantier ou via un centre de tri qui pourra massifier un gisement avant mise en filière de recyclage sur <http://optigede.ademe.fr/dechets-batiment-outils-maitres-oeuvre-entreprises>.

Il s'agit de rechercher des solutions de valorisation ou à défaut d'élimination pour chaque type de déchets avec leur tarifs (avec prise en compte du transport), les conditions de reprise (ex : conditionnement, indésirables (nature et tolérance)) et leur localisation.

Cette recherche doit permettre de définir l'ampleur de la dépose sélective à envisager (et de prévoir un lot travaux spécifique « curage » le cas échéant) et les implications logistiques que cela présente sur le chantier. L'objectif du Maître d'ouvrage est de gérer les déchets dans le respect de la réglementation (traçabilité, séparation des déchets dangereux, etc.), de favoriser les filières locales et d'atteindre une valorisation maximum avec un coût acceptable.

3- Étude technico-économique de la déconstruction

A partir des données précédentes (cf. points 1 et 2 ci-dessus), le Titulaire fournira une estimation des dépenses prévisionnelles de gestion des déchets.

L'estimation prendra en compte les différentes options quant aux méthodes de curage, gestion sélective sur chantier des matériaux déposés et de déconstruction. Elle tiendra compte également des coûts associés aux

filères de valorisation ou à défaut d'élimination des déchets pour apprécier le coût des travaux par rapport au taux de valorisation atteint.

Cette estimation économique comprendra :

- Une présentation de différentes options sur la méthode de déconstruction (curage, abattage) avec leurs avantages et leurs inconvénients et le taux de valorisation correspondant,
- Une analyse économique prévisionnelle succincte comprenant le coût de la main d'œuvre, les équipements, le coût de la logistique déchets sur chantier, les coûts de leur valorisation ou à défaut leur élimination, des équipements de sécurité mais aussi l'impact économique d'une éventuelle réutilisation de certains matériaux.

4- Rapport final

A l'issue de la prestation, un rapport final du diagnostic sera rédigé par le Titulaire. Il comportera l'ensemble des items listés à l'article R.126-11 du code de la construction et de l'habitation complété par :

- L'étude technico-économique ;
- La production, sur la base des documents graphiques fournis par l'EPAEM ou produits dans le cadre du présent marché, des plans à l'échelle, en couleur et légendés indiquant l'emplacement et la nature des matériaux identifiés.

5- Dossier de récolement

A l'issue des travaux de démolition ou de rénovation significative, le Maître d'ouvrage est tenu d'établir un formulaire de récolement relatif aux produits, aux équipements et aux matériaux réemployés ou destinés à l'être et aux déchets issus de cette démolition. Ce formulaire mentionne la nature et les quantités des produits, des équipements et des matériaux réemployés ou destinés à l'être et celles des déchets, effectivement réutilisés, recyclés, valorisés sous forme de matière ou en vue d'une production d'énergie ou éliminés, issus de la démolition ou de la rénovation significative, en respectant la classification prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement, ainsi que les entreprises ou les centres de collecte ou de valorisation dans lesquels ces produits, équipements, matériaux et déchets ont été déposés et fournit les éléments attestant ce dépôt.

Le titulaire sera chargé de compléter ce formulaire et de le transmettre au Maître d'ouvrage.

Conformément à l'article R.126-14 du code de la construction et de l'habitation le Maître d'ouvrage est tenu de transmettre au Centre scientifique et technique du bâtiment les éléments suivants :

« a) Le diagnostic mentionné à l'article R. 126-10 préalablement à l'acceptation des devis ou à la passation des marchés relatifs aux travaux de démolition ou de rénovation significative ;

b) Le formulaire de récolement mentionné à l'article R. 126-14 dans un délai de quatre-vingt-dix jours suivant l'achèvement des travaux de démolition ou de rénovation significative. »

Ces éléments doivent être déposés sur la plateforme du CSTB. Les modalités n'étant pas encore figée, il conviendra de suivre la procédure qui sera mise en place.

3.3.3. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.3.1 et 3.3.2.1/.2	Diagnostic réglementaire déchets Rapport initial PEMD Cerfa n°16287*01
3.3.2.3	Etude technico-économique de déconstruction
3.3.2.4	Rapport final comprenant les éléments ci-dessus et les éléments graphiques de localisation Rapport final PEMD Cerfa n°16288*01
3.3.2.5	Dossier réglementaire de récolement (CERFA 14498*01)

L'ensemble de ces documents et prestations peut évoluer au fur et à mesure des normes et réglementations, le titulaire du marché suivra et appliquera ses évolutions.

3.3.4. Objet du diagnostic ressource associé

Cet élément vient compléter le PEMD : En effet, le Maître d'ouvrage expérimente le réemploi des matériaux de construction hors site, destinés à des associations ou à des structures repreneuses identifiées.

A partir d'une pré-liste de matériaux présentant un intérêt au réemploi, communiquée par l'AMO réemploi, le titulaire réalise le diagnostic ressources après investigations sur site et prise en compte des diagnostics réglementaires amiante, plomb et termites.

C'est à partir de ces documents que l'AMO réemploi gère, en partie, les débouchés des matériaux et les commandes de repreneurs. Pour assurer cette recherche tout en veillant aux points de vigilance réglementaires, il est nécessaire que le diagnostic et le tableau de synthèse soient complets et précis.

En complément du remplissage de la trame de diagnostic ressources, l'analyse technico-économique devra être renseignée par le titulaire en collaboration avec l'AMO réemploi, pour tous les matériaux ciblés au réemploi.

De plus, pour chaque matériau identifié dans le diagnostic PEMD, les possibilités de recyclage seront étudiées.

La description détaillée de cette mission est décrite dans les documents en **Annexe 3**.

3.3.5. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.3.4.1	Diagnostic ressource descriptif général
	Diagnostic ressource descriptif détaillé
	Diagnostic ressource descriptif synthèse
	Analyse technico-économique en vue du réemploi de matériaux de déconstruction

L'ensemble de ces documents et prestations peut évoluer au fur et à mesure des ambitions de l'EPAEM en termes de réemploi, des normes et réglementations, le titulaire du marché suivra et appliquera ses évolutions.

3.4. ETUDES DE FAISABILITE

3.4.1. Généralités

Sur la base du préprogramme élaboré par le Maître d'ouvrage, des éléments produits dans le cadre des missions « Diagnostic » (cf. §3.1, §3.3 et §3.4), complétés par ses analyses réglementaires, urbanistiques, architecturales et techniques, le Titulaire produit une étude de faisabilité.

Cette étude se traduit par la production d'un rapport permettant de renseigner le Maître d'ouvrage sur :

- L'état général du bâtiment ;
- L'éventuelle nécessité de réaliser des études complémentaires ;
- L'ensemble des contraintes à prendre en compte pour la conception et la réalisation du projet ;
- L'estimation financière du projet.

A partir du scénario et de l'estimation financière qu'il a établi, le Maître d'œuvre transmet au Maître d'ouvrage ses conclusions sur la faisabilité de l'opération.

3.4.2. Conditions de réalisation de l'étude de faisabilité

L'EPAEM fournira un plan topographique du site ainsi que les plans des bâtiments à démolir lorsqu'ils sont disponibles. Les rapports de diagnostic amiante ne seront pas systématiquement disponibles à ce stade.

Le Titulaire assistera l'EPAEM pour la définition des hypothèses générales sur lesquelles les études de faisabilités seront établies (niveau de remise en état des terrains, conditions d'accès aux terrains, etc.), et apportera un avis critique sur les données d'entrée disponibles en précisant de manière détaillée les données manquantes pour le bon déroulement de l'étude.

Si nécessaire et en complément des visites effectuées au titre du Diagnostic initial, le Titulaire :

- Effectuera des visites de repérage sur site pour appréhender au mieux les coûts de démolition et de désamiantage. Ces visites incluront un reportage photographique et un diagnostic visuel des matériaux à déconstruire, des structures à abattre, des déchets à évacuer, les travaux de remise en état du site et, le cas échéant, des travaux de confortement des bâtiments mitoyens.
- Précisera à l'issue des visites les risques éventuels encourus lors des investigations ultérieures (matériaux friables potentiellement amiantés, désordres apparents dans les structures de bâtiments, susceptibles de provoquer un effondrement, etc.).

L'EPAEM informera les propriétaires et les occupants des visites afin que le Titulaire puisse accéder au mieux à l'ensemble des locaux.

Sur la base des visites de site et d'un travail de comparaison avec des opérations similaires, le Titulaire :

- Précisera les contraintes de sites ;

CCTP - Maîtrise d'œuvre de conception et de suivi des opérations de démolition et de désamiantage sur le périmètre d'Euroméditerranée

- Précisera les hypothèses prises pour la détermination du coût et des délais des travaux ;
- Établira une description et établira un chiffrage détaillé des travaux de démolition, de désamiantage (*) et de remise en état des terrains ;
- Établira un planning prévisionnel des travaux.

Si un diagnostic structure a été réalisé conformément au §3.2, dès cette phase d'étude, le titulaire établira l'étude de confortement en :

- Calculant la stabilité des ossatures porteuses dans les configurations de l'existant et projet (démolition),
- Prédimensionnant le ou les systèmes de confortement des avoisinants à envisager, et en établissant le plan de principe de confortement, l'estimation du coût prévisionnel des travaux de confortement des avoisinants.

De manière à permettre la prescription des moyens de confortement ou de renforcement des bâtiments mitoyens et des protections à mettre en œuvre pour la réalisation de la démolition.

(*) En l'absence de rapport de diagnostic amiante le Titulaire fera une évaluation à dire d'expert sur la base d'un travail comparatif avec des opérations similaires.

L'EPAEM envisage le réemploi des matériaux de déconstruction pour des travaux d'aménagement d'espaces publics. Le Titulaire établira une typologie des matériaux pouvant être réemployés dans le cadre d'opérations de voirie et fournira une estimation des quantités de matériaux « récupérables » par opération.

3.4.3. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.5.1 et 3.5.2	Etude technico-économique de niveau Faisabilité
-------------------	---

3.5. AVANT PROJET (AVP)

3.5.1. Descriptif

Le Titulaire vérifiera la conformité aux plans remis des différents bâtiments et fera un diagnostic visuel de l'état des structures afin de définir les méthodes de démolition envisageables.

Il recherchera et analysera avec le Maître d'ouvrage les contraintes d'environnement de l'opération dans l'espace (en particulier, mitoyens, réseaux existants, etc.), les contraintes de dates et fixera les délais.

Cette phase comporte :

- L'établissement de toutes les pièces nécessaires aux démarches administratives (DICT, permis de démolir, etc.) ;
- Une enquête auprès des concessionnaires de réseaux pour définir les travaux de dévoiement ou coupures si nécessaire ;
- La prise de contact, l'organisation de la réflexion et de réunions de travail avec le Maître d'ouvrage, les services publics compétents et le voisinage afin de rassembler les informations nécessaires à l'élaboration de l'avant-projet.
- La fourniture d'un planning détaillé prévisionnel ;
- La définition des travaux de désamiantage, de déconstruction intérieure et de démolition des structures et de gestion optimale des déchets incluant les matériaux contaminés ;
- Si cela est nécessaire, les calculs de stabilité des ossatures porteuses dans les configurations de l'existant et projet (démolition) ;
- Le prédimensionnement du ou des systèmes de confortement des avoisinants à envisager ;
- La description des solutions techniques retenues, pour le confortement des avoisinants (établissement de plan de principe), la démolition, la décontamination, ainsi que tous les ouvrages provisoires éventuels (travaux ou portage) en coordination avec le CSPS ;
- L'établissement de l'estimation du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés ; Le titulaire utilisera selon la demande de la MOA les prix de l'accord cadre travaux démolition et désamiantage (selon le type de consultation de travaux prévue dans le cadre du projet).
- L'analyse du diagnostic amiante produit par un prestataire du Maître d'ouvrage, le Titulaire proposera s'il le juge nécessaire des analyses supplémentaires ;
- La définition des travaux d'élimination de l'amiante présent dans le ou les bâtiments concernés.

Après réception du dossier complet, le Maître d'ouvrage transmet ses observations sous 3 (trois) semaines. Si demandé, le Titulaire remet alors à ses frais sous 1 (une) semaine une remise à jour de l'AVP accompagnée d'une

note explicitant les modifications apportées et/ou apportant réponse à toutes remarques émises par le Maître d'ouvrage ou les autres interlocuteurs (CSPS, Contrôleur Technique).

3.5.2. Dossier d'autorisation administrative

Le Maître d'œuvre assiste le Maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations d'urbanismes (Permis de Construire ou Permis de Démolir), constitue le dossier et assiste le Maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (autorisations spécifiques pour lignes aériennes, proximité IGH, etc.), le Maître d'œuvre assiste le Maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

3.5.1. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.6.1	Dossier AVP
3.6.2	Dossier d'autorisation administrative

3.6. PROJET (PRO)

3.6.1. Descriptif

A l'issue de l'Avant-Projet, la solution de base retenue pour les études PRO et la consultation sera établie en liaison avec le Maître d'ouvrage.

Sur cette base, le Titulaire organisera les réunions de travail avec le Maître d'ouvrage, les services publics compétents, et collectera les informations, obligations et toutes données utiles.

A partir des documents qui lui auront été remis, des informations qui lui auront été communiquées et des éléments qu'il aura collectés, le Titulaire établira le projet de base qui lui permettra de définir :

- Les contraintes de désamiantage et d'élimination de tous les matériaux contaminés et les méthodes de travaux à privilégier. La méthode devra être validée au préalable par la DIRECCTE et éventuellement la CARSAT et l'OPPBT ;
- Les contraintes de tri sélectif pour les travaux de curage et déconstruction des DIB, ainsi que les méthodes de dépose et évacuation des déchets de toutes natures ;
- Les méthodes de démolition (outils, engins) et les mesures de sécurité nécessaire ;
- Les critères et actions de protection de toute nature à mettre en place ;
- Les conditions de déblaiement, d'évacuation et gestions des déchets de toutes natures ; et
- Les mesures de remise en sécurité de l'emprise après travaux incluant un aménagement provisoire et un confortement si considéré indispensable.

Au titre de cette phase, le Titulaire :

- Procédera aux études qui lui seront nécessaires pour exécuter les missions définies ci-avant, et établira à cet effet le projet de l'opération de désamiantage et de démolition ;
- Définira les dossiers de plans à remettre à l'Entreprise titulaire du marché de démolition, pour toute information utile ;
- Assistera le Maître d'ouvrage dans ses relations avec les Services Publics, concessionnaires, et rédigera après concertation avec les intéressés, les dispositions à rendre obligatoire à l'Entreprise titulaire du marché de démolition, devant figurer dans les pièces décrites dans le présent marché ; et
- Établira le planning, en accord avec le Maître d'ouvrage.

Après réception du dossier complet, le Maître d'ouvrage transmet ses observations sous 7 (sept) semaines. Si demandé, le Titulaire remet alors à ses frais sous 2 (deux) semaines une remise à jour du PRO accompagnée d'une note explicitant les modifications apportées et/ou apportant réponse à toutes remarques émises par le Maître d'ouvrage ou les autres interlocuteurs (CSPS, Contrôleur Technique).

3.6.1. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.8.1	Dossier PRO
-------	-------------

3.7. ASSISTANCE A LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT)

3.7.1. Accord-cadre à marchés subséquents de travaux ou marchés de travaux spécifiques

Le maître d'ouvrage dispose d'un accord cadre pluri-attributaire pour travaux de curage, démolition et désamiantage. Le Titulaire s'appuiera sur cet accord-cadre pour réaliser la mission ACT.

Toutefois, le Maître d'ouvrage pourra faire le choix de lancer des marchés de travaux de curage, démolition et désamiantage spécifiques (hors accord-cadre).

DCE de travaux spécifique(s)	DCE sur la base de l'accord cadre de travaux de démolition
L'élaboration des DCE (le maître d'œuvre proposera un nombre de DCE adapté au projet, cohérent temporellement avec les opérations d'acquisition foncière et connexes éventuelles), y compris l'assistance à l'élaboration des pièces administratives (acte d'engagement, règlement de consultation, cahier des clauses administratives particulières) selon le mode de dévolution défini par le maître d'ouvrage.	L'élaboration des DCE sur la base du marché accord cadre de travaux. Dans ce cas, la consultation sera faite auprès des titulaires de l'accord-cadre sur la base de documents de consultation types (CCAP, Acte d'Engagement, CCTP, DPGF/DQE, etc.) qui seront à adaptés au projet.
Chaque DCE pourra être alloti. Le(s) DCE de travaux pourra(ont) aussi bien être rédigé(s) sous forme d'accord cadre à marchés subséquent (multi-attributaire), ou bien sous forme de marché spécifique. En cas de marchés infructueux ou déclarés sans suite, le titulaire devra reprendre son (ses) DCE. L'offre du candidat devra tenir compte de cette possibilité (nombres de DCE multiples en matière d'accord cadre ou unique pour un marché spécifique) qui entrainera une phase ACT découpée en plusieurs sous missions pouvant être plus ou moins longues suivant la forme du marché retenue. Celle-ci devra être la plus cohérente avec l'environnement des travaux voisins et des souhaits du maître d'ouvrage,	
La reprise éventuelle du DCE suite aux observations du maître d'ouvrage fera l'objet d'un délai qui sera précisé dans le marché subséquent. Tout retard dans la remise du DCE définitif entrainera l'application de pénalités de retard. La remise des dossiers finalisés au format DWG et PDF pour les pièces dessinées, et WORD et PDF pour les pièces écrites.	
Les analyses des candidatures, les analyses des offres, et les propositions de rapport d'analyse des offres suivant le modèle remis par la maîtrise d'ouvrage,	Les analyses des offres des marchés subséquents du marché accord cadre de travaux, et les propositions de rapport d'analyse des offres suivant le modèle remis par la maîtrise d'ouvrage.
En cas de marchés infructueux ou déclaré sans suite, le titulaire devra reprendre l'(les) analyses afférentes.	En cas de marchés subséquents infructueux ou déclaré sans suite, le titulaire devra reprendre l'(les) analyses afférentes.
Le cas échéant, les mises au point des marchés.	

Point particulier d'attention : le Titulaire se référera utilement au guide DEMOCLES d'intégration des prescriptions « Déchets » dans les CCTP et les contrats cadre de chantiers de réhabilitation lourde et de démolition disponible sur <https://www.recylum.com/democles-2/>.

Le maître d'ouvrage pourra demander dans le cas de prestations particulières la réalisation d'une phase ACT comprenant la rédaction d'un DCE et l'analyse des offres des marchés de travaux sans passer par les phases d'étude amont.

Exemple de prestations particulières : évacuation de déchets amiantés hors projet de démolition (dépôts de déchets sauvages, découverte de réseaux enterrés amiantés dans le cadre de travaux d'aménagement d'espaces publics, remplacement de réseaux amiantés, etc.)

3.7.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.9.2	DCE : production des pièces techniques et financières, transmission des données pour pièces administratives
-------	---

3.9.3	Rapport d'analyse des offres et mise au point des marchés
-------	---

3.8. VISA DES ETUDES D'EXECUTION (VISA)

3.8.1. Descriptif

Le Titulaire réalisera les prestations suivantes :

- Le visa des études et /ou plans d'exécution et de synthèse faites par le ou les entreprises et la participation à la cellule de synthèse ;
- La validation des plans de retrait des matériaux ou/et matériels à risques particuliers (amiante, plomb, bois, etc.) fournis par l'Entreprise avant transmission aux organismes du travail ;
- La validation des éléments nécessaires à la préparation de chantier (plan d'installation, planning, etc.) ;
- Le suivi des débranchements des réseaux (eau, gaz, électricité, etc.), le récolement des attestations de coupures ;
- La participation au(x) référé(s) préventif(s), ou constats d'huissiers ;
- La vérification des filières d'élimination des déchets par la production des certificats d'acceptation préalables et conformément au SOGED, et suivi de production et vérification des BSDA et BSDD ;
- La validation des moyens proposés par l'Entreprise dans le cadre de la mise en œuvre de la charte de chantier à faibles nuisances.

3.8.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.10.1	Visas
	Dossier des consignations
	Dossier de suivi des déchets

3.9. DIRECTION D'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET)

3.9.1. Descriptif

Le Titulaire devra notamment :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les Entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art ;
- Assister et conseiller le Maître d'ouvrage lors de réunions avec les Services Publics, les concessionnaires, le voisinage, les services de sécurité et avec tout autre interlocuteur afin d'arrêter de manière concertée les mesures et les modalités à imposer à l'Entreprise pour ne pas créer de nuisances à l'environnement ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi ;
- Délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le Maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Tient à jour la liste des plans « bons pour exécution » avec les indices, dates de remise, dates d'avis et dates de modification ;
- Tient à la disposition des intervenants un journal de chantier sur lequel il note tous les points particuliers relatifs au déroulement du chantier et les incidents éventuels pouvant avoir une incidence sur les clauses contractuelles des marchés de travaux (arrêts de chantier, arrêts constatés par le Maître d'œuvre) ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les Entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'Entrepreneur, établir le décompte général ;
- Donner un avis au Maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'Entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le Maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des Entreprises ;
- Vérifier la conformité des Dossiers des Ouvrages Exécutés
- Vérifier la conformité de l'évacuation des déchets issus du chantier, en suivant la production des bordereaux de suivi de déchets (BSD) dans le cadre d'un tableau annexé au compte rendu hebdomadaire et s'assurer de

la constitution par le ou les Entreprises du registre chronologique déchets (RCD) que le Titulaire transmettra au Maître d'Ouvrage en fin de chantier ; Etablir le dossier de recollement (cerfa) ; etc.

- Suivre hebdomadairement l'application par l'Entreprise de la charte de chantier à faibles nuisances ;
- Assister le Maître d'ouvrage en cas de demande particulière des instances de travail concernant le désamiantage.
- Suivi particulier de démolition de certains ouvrages ou éléments d'ouvrages nécessitant une présence permanente ;

Le maître d'ouvrage pourra demander dans le cas de prestations particulières la réalisation de mission de DET hors projet de démolition.

Exemple de prestations particulières : évacuation de déchets amiantés hors projet de démolition (dépôts de déchets sauvages, découverte de réseaux enterrés amiantés dans le cadre de travaux d'aménagement d'espaces publics, remplacement de réseaux amiantés, etc.)

3.9.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.11.1	Comptes rendus des réunions hebdomadaires de chantier
3.11.1	Tout autre document tel que requis par les tâches listées ci-avant liées à la mission DET

3.10.ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (AOR)

3.10.1. Description

L'assistance apportée au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- De répertorier puis d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le Maître d'ouvrage ;
- De constituer le dossier de fin de chantier nécessaire à leur exploitation.

Le Maître d'œuvre devra veiller particulièrement à ce que les documents fournis après exécution composant le dossier de fin de chantier soient précis (plans topographiques, relevé des ouvrages enterrés laissés en place, copie des bordereaux de suivi de déchets avec récapitulatif), complets, et dans le format demandé.

Le maître d'ouvrage pourra demander dans le cas de prestations particulières la réalisation de mission d'AOR hors projet de démolition.

Exemple de prestations particulières : évacuation de déchets amiantés hors projet de démolition (dépôts de déchets sauvages, découverte de réseaux enterrés amiantés dans le cadre de travaux d'aménagement d'espaces publics, remplacement de réseaux amiantés, etc.)

3.10.2. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.10.2	Convocation aux OPR
	Comptes rendus et listes de réserves
	Proposition de réception
	Suivi de levée des réserves
	Dossier des ouvrages exécutés
	Tout autre document nécessaire à la réception

3.11.MISSION ORDONNANCEMENT-PILOTAGE-COORDINATION (OPC)

D'une manière générale, l'OPC fait apparaître le chemin critique, intègre dans sa planification les points d'interfaces et de coactivité éventuels, leurs évolutions tout au long du projet, et alerte le Maître d'ouvrage en conséquence.

3.11.1. OPC phase Etudes (AVP, PRO, ACT)

3.11.1.1. Phases AVP et PRO

L'OPC prépare un planning global faisant apparaître :

CCTP - Maîtrise d'œuvre de conception et de suivi des opérations de démolition et de désamiantage sur le périmètre d'Euroméditerranée

- La fourniture des différents livrables, les principaux jalons nécessaires à l'objectif de réalisation, ainsi que les principaux éléments de nature à impacter le bon déroulement du projet ;
- Les procédures administratives ;
- Les phases principales des travaux avec des propositions de variantes éventuelles ;
- Le planning détaillé des études AVP puis PRO avec indication des faits marquants (ajout, suppression de tâches) ;
- En fin de phase PRO, le planning d'établissement des dossiers de consultation des entreprises, en accord avec la stratégie d'allotissement validée par la MOA.

Une notice explicative vient à l'appui de chaque planning explicitant le détail de chaque tâche.

Les mises à jour du planning sont mensuelles, et les écarts significatifs avec la livraison précédente sont clairement identifiés et explicités.

3.11.1.2. Phase ACT

L'OPC :

- Met au point en liaison avec le CSPS l'organisation générale du chantier en effectuant le recensement des besoins des Entreprises en matière d'installations de chantier et en établissant un plan de synthèse relatif à l'organisation du chantier (accès, installation, alimentation, circulation, gardiennage ...).
- Établit, en coordination interne avec l'équipe de MOE :
 - le délai contractuel d'exécution des travaux (y compris délais partiels) proposé par le Titulaire ;
 - la rédaction des clauses relatives à l'ordonnancement, au pilotage et à la coordination dans les pièces contractuelles des marchés de travaux. Il propose, le cas échéant des adaptations permettant d'améliorer le bon déroulement des travaux.
- Élabore le calendrier global prévisionnel des travaux tous corps d'état, qui sera joint aux DCE, sur la base du délai global de réalisation du projet. Ce planning comportera les liaisons inter-marchés, qui permettront un suivi dynamique de l'évolution du calendrier global, en cas d'évolution d'un des marchés. Le chemin critique sera identifié. Ce calendrier limitera au maximum la co-activité, et le Titulaire s'assurera y compris auprès du CSPS qu'à aucun moment ce calendrier ne génère de co-activité susceptible de nuire à la sécurité du chantier.
- Sur la base du calendrier global, élabore le calendrier prévisionnel des travaux de chaque marché, qui sera joint à chaque DCE ;
- Donne un avis sur les offres reçues pour ce qui concerne l'ordonnancement, pilotage, coordination. Il analyse les incidences des variantes éventuelles et propose les mises au point nécessaires avant attribution des offres.

Ces différents plannings constitueront les plannings de référence pour la Maîtrise d'ouvrage en phase travaux.

3.11.2. OPC phase Travaux (VISA, DET, AOR)

3.11.2.1. Période de préparation

Pendant la période de préparation contractuelle des travaux, l'OPC :

- Établit le fichier des intervenants pour toutes les Entreprises et fournisseurs contractants, ainsi que des sous-traitants.
- Établit le calendrier des différentes opérations commandant le commencement des travaux en cohérence avec les dispositions de sécurité et de santé prévues.
- Élabore en collaboration avec chaque Entreprise le calendrier global d'exécution des travaux et en assure la diffusion auprès de l'ensemble des participants au projet. L'OPC y définit l'ordonnancement du chantier (analyse des tâches élémentaires et des contraintes). Il fait apparaître les marges et les chemins critiques. L'OPC assure le suivi précis et permanent de ce calendrier global d'exécution, avec indication des retards éventuels et en assure la mise à jour au moins une fois par mois.

3.11.2.2. Phase d'exécution

En phase d'exécution des travaux, l'OPC assure le pilotage du chantier et la coordination dans l'espace et dans le temps des différents intervenants (Entreprises, MOE, contrôleur technique, Exploitant...).

L'OPC étant intégrée dans la prestation de MOE générale, le Titulaire s'assure en interne de la compatibilité des décisions de l'OPC avec les clauses techniques et financières des marchés de travaux.

L'OPC :

- S'assure en temps réel de l'avancement des visas, des approvisionnements, et en général de l'ensemble des tâches identifiées dans les plannings ;

- Vérifie que les moyens mis en œuvre par les Entreprises correspondent à la cadence d'exécution prévue par le calendrier global d'exécution et relance toute Entreprise dont les moyens seraient insuffisants. Il pourra être amené à comparer les moyens déployés avec ceux identifiés sur les sous-détails de prix unitaires et décompositions de prix forfaitaires.
- Vérifie auprès du CSPS qu'à aucun moment ce calendrier ne génère un excès de coactivité susceptible de nuire à la sécurité du chantier ;
- Formule un avis écrit et motivé sur la pertinence des demandes de prolongation de délai présentées par les Entreprises. Il vérifie que ces demandes ne remettent pas en cause l'objectif de mise en service, et recherche avec les Entreprises et le MOE les éventuelles actions correctives qui permettent de rattraper tout retard.

3.11.3. Récapitulatif des livrables associés à la mission

3.13.1.1	Planning (mensuel) et note explicative
3.13.1.2	Calendrier global prévisionnel des travaux
3.13.1.2	Aide à la rédaction du DCE et à l'analyse des offres
3.13.2.1	Calendrier global prévisionnel des travaux, registre intervenants
3.13.2.2	Suivi planning travaux. Intervention pilotée par le Titulaire dans le cadre de la mission DET

3.12.PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES REMUNEREES AU TEMPS PASSE

Dans le cas où l'exécution des travaux objet du marché subséquent suppose la réalisation de documents spécifiques non prévus dans le cadre des missions de MOE ou missions complémentaires décrites ci-dessus, il pourra être demandé aux titulaires – lors de la passation du marché subséquent – de chiffrer la réalisation de ces prestations en utilisant les prix unitaires journaliers (ou demi-journées) prévus au bordereau des prix.

Ces prix pourront également permettre le chiffrage des prestations supplémentaires ou modificatives, en cours d'exécution du marché subséquent, conformément aux dispositions de l'article 6.4 du CCAP.

LISTE DES ANNEXES :

Annexe 1 : Périmètre d'intervention

Annexe 2 : Liste des documents nécessaires à l'état des lieux

Annexe 3 : Documents en lien avec le réemploi de matériaux (documents séparés)

ANNEXE 1 : LE PERIMETRE D'INTERVENTION DE L'EPA EUROMEDITERRANEE



LES PROJETS

- Montpellier Méditerranée
- Projet urbain
- Urbanisme dense
- Urbanisme doux
- Urbanisme qualitatif
- Requalifier l'urbain
- Refaire

OPÉRATIONS D'ESPACES PUBLICS

- Opérations d'espaces publics
- Travaux
- Groupements des Fabriques
- Station d'urgence Médicale
- Boîtes de sécurité des usagers

ANNEXE 2 : LA LISTE DES DOCUMENTS NECESSAIRES A L'ETAT DES LIEUX

Documents	Fourni par le MO	À fournir par le MOE	Format
Plan de situation		X	PDF
Plan masse	X		PDF
Extrait cadastral	X		PDF
Dossier photographique du site (façades, intérieurs, vues aériennes, ...)		X	PDF
Etat des branchements concessionnaires connus		X	PDF
Diagnostics immobiliers avant-vente (amiante, plomb, termites, électricité, gaz, ...)	X		PDF
Diagnostics nécessaires aux travaux (amiante et plomb avant démolition)	X		PDF
Audit Déchets		Fait partie de la mission MOE	PDF
Etudes historiques		Selon projet	PDF
Etudes pollutions	Selon projet		PDF
Etudes géotechniques	Selon projet		PDF
Demandes de permis de démolir, ou		X	PDF
Permis de démolir accordé	X		PDF
Plan de bornage contradictoire	Selon projet		PDF ou AutoCAD
Relevé des surfaces existantes		Selon projet	PDF ou AutoCAD
Relevé (plan) par niveau	X		PDF ou AutoCAD
Etat des mitoyens		X	PDF

